



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Société APERAM STAINLESS FRANCE
à Gueugnon

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 2012 216 - 000 S

VU le titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, et notamment l'article L.514.1,

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral n° 07-02759 du 17 juillet 2007 autorisant la société UGINE et ALZ à exploiter sur la commune de GUEUGNON une tôlerie industrielle,

VU la déclaration de changement de dénomination sociale du 24 octobre 2008 au profit d'ArcelorMittal-Stainless,

VU la déclaration de changement de dénomination sociale du 14 mars 2011 au profit d'APERAM STAINLESS FRANCE,

VU les constats réalisés par l'inspecteur des installations classées lors de sa visite d'inspection du 06 juin 2012,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 juillet 2012,

Considérant les constats suivants réalisés par l'inspecteur des installations classées :

- Présence d'une capacité de rétention pour le stockage d'acide chlorhydrique disposant d'un moyen de vidange gravitaire rejoignant la rétention de l'aire de dépotage qui n'est pas dimensionnée en conséquence ;
- Absence d'alarme de niveau haut et d'alarme de niveau très haut indépendante du niveau haut sur le stockage de peroxyde d'hydrogène et d'acide chlorhydrique ;
- Absence d'alarme de niveau haut sur le stockage d'acide nitrique et d'acide sulfurique ;
- Absence de déclencheur d'alarme en point bas pour les capacités de rétention de plus de 1000 l des réservoirs d'acide chlorhydrique, nitrique et sulfurique.

Considérant dès lors que la société APERAM STAINLESS FRANCE ne respecte pas les prescriptions des articles 7.6.3, 8.8.6, 8.8.7, 8.8.8, 8.8.9 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 susvisé et de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la Préfecture de Saône-et-Loire;

ARRETE

Article 1^{er}

La société APERAM STAINLESS FRANCE, dont le siège social est situé 5 rue Luigi Chérubini 93210 LA PLAINE SAINT DENIS, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite Place des Forges à GUEUGNON (71130), de respecter les dispositions suivantes sous un délai de 8 mois à compter de la date de signature du présent arrêté :

Prescriptions à respecter
Article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 (Absence de vidange gravitaire des capacités de rétention)
Article 8.8.6 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 (Alarme de niveau haut et très haut, indépendante – Stockage de peroxyde d'hydrogène)
Article 8.8.7 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 (Alarme de niveau haut et très haut, indépendante – Stockage d'acide chlorhydrique)
Article 8.8.8 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 (Alarme de niveau haut – Stockage d'acide sulfurique)
Article 8.8.9 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007 (Alarme de niveau haut – Stockage d'acide nitrique)
Article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (déclencheur d'alarme en point bas pour les capacités de rétention des réservoirs d'acide chlorhydrique, nitrique et sulfurique)

Article 2 : Sanctions

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1^{er} il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'environnement.

Article 3 – Délai et voie de recours

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 4 –

Mme la secrétaire générale de la Préfecture, M. le sous-préfet de Charolles, M. le maire de Gueugnon, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont notification sera faite à l'exploitant et dont copie sera faite à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, unité territoriale de Saône et Loire, à MACON.

Mâcon, le 3 AOUT 2012

Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES